

AAA , ça ira, ça ira !

Le 24 août 2011, le Premier ministre présentait un « Plan de réduction des déficits publics ». Aussitôt, les membres du gouvernement, la majorité parlementaire, et la plupart des économistes et des experts patentés par les médias patentés par quelques multinationales, soulignaient le courage politique du Premier ministre : avec de telles décisions, la France garderait sa bonne notation « Triple AAA ». D'ailleurs, ce plan rendait enthousiastes les « marchés financiers », ... pendant 48 heures. Le 7 novembre 2011, le même Premier ministre (qui est tout de même à ce poste depuis 2007, dans une majorité qui est tout de même au pouvoir depuis 2002, et qui doivent tous être tout de même un peu responsables de cette situation), le même Premier ministre, donc, présentait cette fois un « Plan d'équilibre des finances publiques ». Certes, tout ceci fait un peu précipité : un « Plan du siècle » toutes les huit semaines, on pourrait croire que le pilote a, en fait, perdu le volant, le frein, et la direction des opérations. En réalité, il n'en est rien, et la situation du pays s'améliore, car en août il s'agissait de réduire les déficits publics ; en novembre, le pilote envisage déjà l'équilibre des finances publiques. Pour les vœux du 31 décembre, le gouvernement va nous offrir un « Plan pour des finances publiques bénéficiaires ». M. Fillon nous invite à le suivre, et ça ira !

Ce 7 novembre, M. Fillon a continué de se ranger aux desiderata des « marchés financiers », faute de prendre des orientations qui permettraient au pays de se dégager de leur emprise. Le gouvernement français, comme la plupart des gouvernements des autres pays de l'Union européenne, enfile donc des mesures destinées à faire payer la crise à la majorité de la population, celle qui n'est pas responsable de cette situation, hormis d'avoir plus ou moins majoritairement voté, un jour ou l'autre, pour des majorités parlementaires qui, depuis des années, ont voté des mesures réduisant l'autonomie financière et monétaire des Etats, accentuant les inégalités, par la désindexation des salaires sur les prix et par une multitude d'autres mesures, libéralisant la circulation des capitaux sur la planète, et ensuite les détaxant pour rendre les territoires « attractifs », privatisant pour étendre le champ d'intervention et de bénéfices des capitaux « libérés ».

Ce 7 novembre, dans ce qui est en fait un nouveau, et nième, « Plan de sauvetage des banques et des banquiers », M. Fillon privilégie la hausse de certains impôts : relèvement du taux de TVA de 5,5% à 7% sur des biens et services qui relevaient précédemment du taux réduit (on se souvient du scandale que représentait le cadeau fiscal fait aux restaurateurs, qui relevaient d'une TVA à 19,6% jusqu'en 2008, et qui ont bénéficié d'une TVA à 5,5% sans contrepartie en matière d'embauches, d'emplois, ou de réduction du prix des repas, notamment du fait de la disparition du service du contrôle des prix. Cette fois, il y aura certainement une incidence en matière de prix, qui vont augmenter – 7%, c'est pourtant toujours beaucoup plus bas que 19,6%). C'est probablement l'avant dernière étape avant une généralisation d'une TVA à 7% et la disparition du taux à 5,5%. Ceci ampute automatiquement le pouvoir d'achat des personnes et des familles les plus modestes de 1,5%. Non indexation des seuils du barème de l'impôt sur le revenu, ce qui conduira à une augmentation de l'impôt sur le revenu de toutes les personnes actuellement imposables à cet impôt ; cette mesure conduira aussi à rendre imposables à l'IR, année après année, des personnes qui n'y étaient pas imposables, avec toutes les conséquences qui en découlent (suppression de certaines exonérations, etc). Baisse

des allocations familiales, baisse des aides au logement. La majoration temporaire de 5% du montant de l'impôt sur les sociétés du par les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros sera loin de nous ramener au taux de l'IS de 50% qui était celui en cours jusqu'en 1986.

En réalité, les grands groupes n'ont rien à craindre de ce nouveau plan de rigueur : les paradis fiscaux sont toujours à leur service, l'optimisation fiscale leur est toujours offerte, notamment par le recours aux manipulations des prix de transferts, leurs concentrations sont toujours fiscalement largement favorisées.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS), forte de sa mémoire des combats engagés au cours des dernières décennies, des promesses électorales entendues et des politiques réellement menées, estime que la vraie sortie de « la crise » que traversent nombre de pays de façon plus aiguë depuis 2007/2008 ne pourra résulter que d'un renversement général des politiques menées justement dans ces pays depuis une trentaine d'années. Le fait que tous les gouvernements, ou presque, mènent, en Europe tout au moins, à des rythmes et selon des intensités éventuellement un peu différents, des politiques récessives largement semblables, ne prouve nullement qu'il n'y a pas d'autres solutions. Ceci prouve seulement que tous ces pays sont toujours dominés par les mêmes choix idéologiques. Nous voyons donc partout, ou presque, une diète imposée à la majorité de la population, une diète au service de la dette, une dette au service du capitalisme financier, et des gouvernements chargés de passer les plats, à l'aide du bâton. Le bâton, nous le voyons voler sur les manifestants, en Grèce, en Italie, en Espagne, et même à la City et à Wall Street (où le même gouvernement, comme tous les autres, est toujours très cool à l'égard des financiers), et aussi en France où les sanctions pleuvent sur les participants à quelques regroupements pacifiques, pendant que des criminels en col blanc continuent de recevoir la Légion d'honneur. Le bâton, ce sont aussi, dans un premier temps, les agences de notation ; ces annexes du système financier, présentés comme des juges arbitres indépendants, remplacent le grand méchant loup des petites enfance, et participent à vider les systèmes démocratiques de toute réalité. Les peuples continuent d'être invités à voter, à des rythmes plus ou moins rapprochés, et ils ont toujours le choix entre deux alternances, qui feront plus ou moins la même politique (dès lors qu'ils continuent de s'inscrire dans un système dominé par « les marchés »). Parfois, les peuples désarmés se voient même offrir un « gouvernement d'union nationale » dans lequel les deux alternances cohabitent. Alors, le choix ne peut que se radicaliser.

L'UNIRS s'adressera aux autres organisations syndicales de retraités pour leur proposer une rencontre intersyndicale pour y décider ensemble d'agir pour inverser la tendance et casser la spirale de la régression et de l'accentuation des inégalités. Le mouvement syndical et le mouvement social ne peuvent faire confiance à celles et ceux qui sont largement responsables de la situation actuelle pour qu'ils deviennent ceux qui vont « Protéger les Français », ceux qui vont « Défendre notre souveraineté », ceux qui vont « Ne pas mener une politique imposée par d'autres ». Le 7 novembre, M. Fillon a eu l'indécence de dire que c'était là son objectif et celui du Président de la République, alors qu'ils ne cessent d'appliquer une politique dictée par les « marchés financiers », via les agences de notation, et autres supplétifs.

Tous ensemble, et ça ira !